



---

*Point E, Boulevard de l'Est Angle Rue de Kaolack BP 11 616 Dakar Tél : 221 33 825 13 16 / 221 33 825 62 59 Email bsc@arc.sn*

---

# **REPUBLIQUE DU SENEGAL**

## **AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS (ARMP)**

### **COMMUNE DE DIOURBEL**

#### **REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE LA PASSATION DES MARCHES AU TITRE DE LA GESTION 2013**

#### **RAPPORT FINAL**

**(juillet 2015)**



Dakar, le 31 juillet 2015

**Monsieur le Directeur Général de l'Autorité de  
Régulation des Marchés Publics (ARMP)  
Rue Alpha Hachamiyou Tall Angle Kléber  
Dakar**

**Monsieur le Directeur Général,**

Conformément à la mission que vous nous avez confiée, nous avons procédé à la vérification des processus de passation, d'exécution, de suivi administratif, financier et technique des marchés conclus par la Commune de Diourbel pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2013.

Il s'agit, dans le cadre de cette mission, de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics afin d'exprimer une opinion motivée sur l'adéquation des procédures de passation des marchés et de gestion des contrats conclus par la Commune de Diourbel avec les dispositions dudit code.

Notre examen effectué conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international (normes IIA) a comporté les sondages et autres procédés de vérification que nous avons jugés nécessaires en la circonstance.

Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que :

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- l'exécution financière est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- les procédures de contrôle de la matérialité des transactions et de suivi de leur exécution physique sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

Ces travaux appellent de notre part les exceptions ci – après:

## 1. Réserves

- a) la mise en œuvre des procédures de Demandes de Renseignements et de Prix est marquée par la récurrence de pratiques collusives en violation du principe de transparence. Ainsi, sur un échantillon de huit (8) Demandes de Renseignements et de Prix, représentant une valeur estimée à 101 817 844 F CFA, trois (3) dont la valeur est estimée à 47 816 482 F CFA sont entachées d'indices de collusion représentant 38% en nombre et 47% en valeur de l'échantillon-test en violation du principe de transparence édicté par le Code des Obligations de l'Administration dans son article 24. .
- b) l'examen de la procédure de Demande de Renseignements et de Prix portant **sélection d'un prestataire pour la réalisation des travaux d'éclairage de la Gare Routière de Diourbel** attribuée à **WAB+** pour un montant de **19 439 512 F CFA TTC** a permis d'identifier les non-conformités ci-après :
- les justificatifs de la transmission des lettres d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres ne figurent pas dans le dossier de marché. Cette information des candidats évincés, formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard des dispositions de l'article 78-2 du CMP, est une exigence de transparence qui marque aussi le point de départ du délai de recours éventuel des candidats contre l'attribution ;
  - l'Autorité contractante ne s'est pas conformée à son obligation de communiquer, après attribution du marché, à la DCMP la liste des candidats consultés, le nom de l'attributaire ainsi que la nature et le montant du marché pour publication sur le site des marchés publics. La transmission de ces informations à la DCMP est une exigence de l'article 78-3-b) du CMP auquel il faut se conformer ;
  - l'examen des offres des soumissionnaires (WAB+, EBS, BAOL PROMOTION, LES SERVICES LAPM, SUB) a permis d'identifier de nombreuses similitudes laissant entrevoir une collusion entre ces soumissionnaires en violation du principe de transparence des procédures. Au-delà de la présentation quasi-identique des offres, nous avons relevé la commission des mêmes erreurs et des mêmes fautes d'orthographe aux mêmes endroits. Il s'y ajoute que la longueur des poteaux spécifiée dans le cadre de devis quantitatif estimatif (12 mètres) est différente de celle proposée par tous les soumissionnaires (9 mètres). Au cas où cette différence résulterait d'une modification du Dossier d'Appel à la Concurrence, un rectificatif aurait dû être formellement établi et transmis aux candidats figurant sur la liste restreinte dans les mêmes formes que celles utilisées pour la transmission des lettres d'invitation à soumissionner.

c) l'examen de la procédure de Demande de Renseignements et de Prix portant **sélection d'un prestataire pour la réalisation des travaux de construction de bureaux aux Services Techniques de la Commune de Diourbel** attribuée à **SALOUM TABAKH** pour un montant de **8 438 370 F CFA TTC** a permis d'identifier les non- conformités ci-après :

- l'analyse des offres des soumissionnaires ayant participé à la première procédure de DRP a permis de noter des signes de collusion entre les fournisseurs SALOUM TABAKH, GIE NDAJE, ENTREPRISE AMINE et GIE MAME CHEIKH ANTA MBACKE ;
- le même constat de collusion a été fait lors de l'examen des offres reçues dans le cadre de la procédure relancée entre les entreprises JASAKA, DIOM E.G.C.F.P. et l'attributaire SALOUM TABAKH ;
- les candidats non retenus n'ont pas été informés du rejet de leurs offres en violation des dispositions de l'article 78-2 du Code des Marchés Publics. Comme indiquée ci-avant, cette information des candidats évincés du rejet de leurs offres est une formalité essentielle de l'achèvement la procédure de passation et marque aussi le point de départ du délai de recours des candidats contre l'attribution. Il s'agit d'une exigence de transparence à laquelle il convient de se conformer ;
- l'autorité contractante ne s'est pas non plus conformée aux dispositions de l'article 78-3(b) du Code des Marchés Publics notamment par la transmission à l'organe chargé du contrôle des marchés, des informations requises aux fins de publication sur le portail des marchés publics d'un avis d'attribution du marché.

c) l'examen de la procédure de sélection d'un prestataire pour la **fourniture de consommables électriques** attribuée au **GIE DIAPPO** pour un montant de **13 412 500 F CFA** a permis de noter les non-conformités ci-après :

- l'examen des offres présentées par les soumissionnaires a permis de constater qu'elles ne sont pas exhaustives au regard du cadre de devis quantitatif classé dans le dossier de marché ; en effet, aucun des soumissionnaires n'a inclus dans son offre deux (2) tableaux compteurs et huit (8) connecteurs CT 70 requis dans le DAC. Nonobstant ce constat, la Commission des Marchés a poursuivi l'évaluation et la comparaison des offres considérant de facto les omissions comme non substantielles et n'altérant pas la consistance desdites offres. Il y a également lieu de noter que tous les candidats ont proposé dans leurs offres respectives une quantité de 25 mètres de câbles pré-assemblés en lieu et place des 15 mètres mentionnés dans le cadre de devis quantitatif établi par l'Autorité Contractante. Aucune information, dans le dossier mis à notre disposition, ne justifie ces écarts. Au cas où ces différences

résulteraient d'une modification du Dossier d'Appel à la Concurrence, un rectificatif aurait dû être formellement établi et transmis aux candidats figurant sur la liste restreinte dans les mêmes formes que la transmission des lettres d'invitation à soumissionner ;

- nous avons noté qu'après l'attribution du marché, l'autorité contractante ne s'est pas conformée aux dispositions de l'article 78-3 b) du CMP qui recommande la communication à la DCMP, des informations requises pour publication d'un avis d'attribution sur le site des marchés publics. Il s'agit d'une exigence du CMP à laquelle il convient de se conformer ;
- nous avons relevé que l'ordre de service de démarrage des travaux a été adressé à l'entreprise FAYE EGEN en lieu et place du GIE DIAPO qui a été désigné attributaire au terme de l'évaluation. Cette incongruité pourrait laisser entrevoir que ces deux soumissionnaires ont parties liées.

d) l'examen de la procédure de **sélection d'un prestataire pour l'extension du réseau électrique en MT et la construction d'un poste H 61 de 160 KVA dans la Commune de Diourbel** attribuée à WAB+ pour un montant de **19 938 600 F CFA** a permis de noter les non-conformités ci-après :

- les déficiences dans la tenue des dossiers de marché sont encore notées dans le présent dossier qui ne comprend ni lettre d'invitation à soumissionner, ni lettre d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres (article 78-2 du CMP), ni contrat, ni pièces de règlement. L'offre de BAOL PROMOTION n'est pas non plus classée dans le dossier de marché mis à notre disposition.
- l'examen du contenu des offres des quatre autres soumissionnaires (WAB+, Ets KEUR KHADIM, LES SERVICES LAMP, FAYE EGEN) a permis d'identifier de nombreuses similitudes laissant entrevoir une collusion entre les soumissionnaires en violation du principe de transparence des procédures.

La récurrence des collusions mettant en cause l'attributaire WAB+ est un indicateur de risque inhérent important au niveau de cette Autorité Contractante qui doit absolument se conformer aux règles de transparence des procédures.

- nous avons noté qu'après l'attribution du marché, l'autorité contractante ne s'est pas conformée aux dispositions de l'article 78-3 b) du CMP qui recommandent la communication à la DCMP des informations requises pour publication de l'attribution sur le site des marchés publics. Il s'agit d'une exigence à laquelle il convient de se conformer.

## **2. Limitations à l'étendue de nos travaux et autres domaines d'incertitudes subsistants à l'issue de nos travaux**

- de nombreuses déficiences ont été notées dans le classement et l'archivage des pièces de ce marché. Le dossier mis à notre disposition ne comprend pas les lettres d'invitation adressées aux soumissionnaires, ni les copies des placards qui auraient été affichés dans le hall de la mairie. Ces insuffisances dans le classement et l'archivage des documents de passation de marché résultent d'une insuffisante appropriation des instructions de l'ARMP en la matière ;
- l'Autorité Contractante ne s'est pas conformée à son obligation de communiquer à la DCMP les informations relatives aux marchés attribués aux termes de la mise en œuvre des procédures de Demandes de Renseignements et de Prix pour publication sur le site des marchés publics conformément aux dispositions de l'article 78-3-b du CMP ;
- la Cellule de Passation des Marchés n'a pas préparé son rapport annuel pour se conformer aux dispositions de l'article 143 du CMP et ne l'a a fortiori pas transmis à la DCMP et à l'ARMP.

A notre avis, au regard de l'importance des points évoqués ci – avant, les procédures de passation et d'exécution des marchés ne sont pas conformes aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le Code des Marchés Publics.

**Ibra Guèye**  
**Associé**

## SOMMAIRE

	Pages
	8
1	9
1.1	10
1.2	10
1.2.1	11
1.2.2	11
1.2.3	12
2.	15
3.	17
3.1	18
3.1.1	18
3.1.2	18
3.1.3	18
3.1.4	19
3.1.5	19
3.1.5.1	19
3.1.5.2	19
3.1.6	19
3.2	20
3.2.1	20
3.2.2	21
3.2.3	22
3.3	36
3.4	37
3.4.1	37
3.4.2	37
3.4.3	37
4.	38
5.	45
6.	48
7.	51
7.1	52
7.2	54

## Liste des abréviations et sigles

AC	Autorité Contractante
AGPM	Avis Général de Passation des Marchés
AOO	Appel d'Offres Ouvert
AOR	Appel d'Offres Restreint
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés publics
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAF	Direction Administrative et Financière
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DC	Demande de Cotations
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès-Verbal
TDR	Termes de Références
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine



**SECTION 1**  
**CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION**

## **1. CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION**

### **1.1. CONTEXTE DE L'INTERVENTION**

Depuis 2007, le Gouvernement de la République du Sénégal s'est inscrit dans un processus de réforme de son Système National de Passation des Marchés Publics. Les objectifs poursuivis à travers cette réforme visent à promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance dans un État de droit. L'ambition de cette réforme est d'aligner le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en matière de passation, d'exécution, de suivi et de contrôle des marchés publics et des délégations de service public. Dans cette perspective, le Sénégal a procédé à la transposition dans sa réglementation nationale de la Directive N°4/2005/CM/UEMOA portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public et de la Directive N° 5/2005/CM/UEMOA portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine. Ces deux Directives visent l'harmonisation des systèmes de passation des marchés publics des États membres de l'Union.

Cette réforme des marchés publics consacre désormais la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits. Par ailleurs, l'ARMP est tenue de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions. Tel est le cadre dans lequel s'inscrit la présente mission de revue indépendante de la conformité des procédures de passation des marchés publics au titre de la gestion 2013.

## **1.2. OBJECTIFS DE LA MISSION**

### **1.2.1 Objectifs Généraux**

Comme indiqué dans les termes de référence, la mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1<sup>er</sup> Janvier et le 31 Décembre 2013 afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agit principalement de dégager un jugement sur l'adéquation des procédures de passation de marchés suivies et les modalités de la gestion des contrats, en relation avec les dispositions du CMP pour les dépenses de ces autorités contractantes avec pour objectifs:

- l'amélioration de la transparence et de l'équité dans l'attribution des marchés publics ;
- la réduction du coût de la dépense publique et l'accroissement de son efficacité ;
- le renforcement de la bonne gouvernance ;
- la lutte contre la corruption.

### **1.2.2 Objectifs Spécifiques**

Il s'agit dans le cadre de cette mission :

- d'exprimer une opinion indépendante sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; cette opinion est formulée individuellement pour chaque autorité contractante ;
- de vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le Code des Marchés Publics ;
- de fournir une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- d'identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non-respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non-respect des éléments constitutifs des cahiers de charge, de non-respect des seuils fixés pour les avenants, de non-respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant a apporté un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- de procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous avons examiné le degré d'application par l'autorité contractante, des décisions y relatives et nous avons apprécié la pertinence desdites décisions ;
- d'examiner et d'apprécier la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue par cette direction ;

- de dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution et de donner une appréciation sur l'adéquation du niveau d'exécution physique avec le niveau de décaissement ;
- d'examiner et d'évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : nous avons passé en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et avons déduit en fin de revue d'une part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous avons évalué aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- d'examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation des marchés et des différents contrôles internes ;
- de formuler des recommandations pertinentes pour l'amélioration des systèmes et procédures et pour le respect des dispositions légales et réglementaires qui régissent la passation des marchés publics.

Conformément aux termes de références, nous nous sommes appuyés autant que de besoin sur un expert de l'ARMP pour la facilitation de nos interventions au niveau des autorités contractantes et de la constitution de la documentation nécessaire à la mise en œuvre efficace de nos travaux.

### **1.2.3 Etendue des travaux effectués**

Nos travaux ont porté principalement sur la vérification, au sein des autorités contractantes de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation des marchés passés en 2013, la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la mise en œuvre de la passation et de l'exécution des marchés quelles qu'en soient les sources de financement.

A cet effet, nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de références à la sélection d'un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés.

L'échantillon a couvert conformément aux termes de référence :

- au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),
- au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation des marchés (non compris les marchés par entente directe),
- au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
- 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont la population est inférieure à 10, le contrôle a été exhaustif.

Pour chacune des 2 premières catégories de marchés ci-dessus, nous nous sommes assurés que la distribution est adéquate en prenant compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux) :

- à la vérification de la procédure de passation des marchés sur cet échantillon (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation délais de publication des attributions, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais des paiements, respect des délais d'exécution, respect des procédures de réception, etc.) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;
- à l'examen et à l'analyse du respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation des marchés, l'attribution aux moins disants qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissements demandées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc. ;
- à l'élaboration des statistiques sur les marchés ; nous avons procédé, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- à l'examen de la qualité, de la transparence et de l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés (hommes, procédures, système de suivi et de contrôle) ;
- à la vérification de l'enregistrement des contrats à la charge des titulaires, de la production des garanties de restitution d'avances et des garanties de bonne exécution, la tenue des registres de marchés cotés paraphés ;
- à la formulation des recommandations pour une meilleure application du CMP ;
- à l'animation de séances de formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice d'environ 5 experts de l'ARMP et 5 experts de la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP). Les sessions de formation seront organisées au siège des dites institutions.

Nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de référence, à un deuxième échantillonnage de marchés qui ont été soumis à une vérification physique approfondie. Ce

contrôle physique a porté sur 25% des marchés en cours d'exécution ou déjà exécutés par l'autorité contractante pour l'exercice concerné par l'audit, en excluant les contrats non éligibles au contrôle physique, auxquels se sont ajoutés tous les marchés ayant fait l'objet de litiges et ceux passés par entente directe.

Le contrôle physique a porté pour chaque marché sélectionné, sur les aspects suivants :

- contrôle de la matérialité des dépenses effectuées ;
- diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix, à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;
- conformité de la réception de la livraison ou de l'achèvement des travaux, biens ou services avec les spécifications du marché et normes techniques ;
- justification technique et financière des avenants et ordres de services signés.

Plus précisément pour les marchés de travaux, les expertises ont porté sur :

- la conformité physique des travaux avec les procès-verbaux de réception provisoire et définitive ;
- la qualité, la véracité et la sincérité des documents de Contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
- l'état de fonctionnement des ouvrages ;
- les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- la cohérence des quantités ;
- la mise à jour des malfaçons ;
- les dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages ;
- etc.

## **SECTION 2. ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS**

## SECTION 2. ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS

La réforme des systèmes nationaux de passation des marchés publics des pays membres de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) s'est traduite au plan institutionnel, par la création de deux structures chargées respectivement :

- d'une part, du **contrôle a priori du processus de passation des marchés**. Au Sénégal, cette structure administrative rattachée au Ministère de l'Économie et des Finances porte la dénomination de Direction Centrale des Marchés Publics qui a été créée par le décret 2007-547 du 25 avril 2007.
- d'autre part, de **la régulation et du contrôle a posteriori**. Cette structure administrative indépendante porte la dénomination d'Autorité de Régulation des Marchés Publics. L'ARMP avait été créée par l'article 30 de la loi n° 2006-16 du 30 juin 2006 qui lui assigne pour mission de veiller sur le système de passation des marchés publics, des conventions de Délégations de Services Publics et contrats de partenariats. A ce titre, l'article 2 du décret 2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP lui donne la prérogative d'évaluer les performances de l'ensemble des acteurs du système national des marchés publics.
- l'institution au niveau de chaque **autorité contractante** de deux structures administratives que sont la **Commission des Marchés** chargée de l'ouverture des plis, de l'évaluation des offres et de l'attribution provisoire des marchés dont le nombre et les conditions de désignation des représentants de l'Autorité Contractante, de la tutelle et/ou du contrôle financier de la Présidence de la République sont fixées par Arrêté N° 12 786 du 26 décembre 2012 du Ministre de l'Économie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 36.1 du Code des Marchés Publics, et la **Cellule de Passation des Marchés** chargée de veiller sur la qualité des dossiers de passation des marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la Commission des Marchés et dont la composition et les prérogatives sont fixées par l'arrêté N° 12 783 du 26 décembre 2012 du Ministre de l'Économie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 35 du Code des Marchés Publics.



**SECTION 3**  
**SYNTHESE DE LA REVUE**

### 3. SYNTHÈSE DE LA REVUE

#### 3.1. Constats relatifs au dispositif institutionnel, à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés

##### 3.1.1 Présentation de la Commune de Diourbel

Diourbel a été érigé en commune mixte en 1918, puis en commune de plein exercice en 1955. C'est aujourd'hui le chef-lieu du département de Diourbel, une subdivision de la région de Diourbel.

L'économie de la région est essentiellement dominée par l'agriculture qui ne mobilise plus 54% de la population avec des rendements qui toutefois ne représentent pas l'essentiel de PIB régional. L'économie est pour l'essentiel une économie à vocation agricole. Le secteur de l'agriculture emploie plus de 57% de la population active. Cependant, paradoxalement, les revenus monétaires tirés de cette activité ne représentent que 8,6% du total régional.

La région de Diourbel a également une tradition d'artisanat qui joue un rôle de première importance en tant que pourvoyeur d'emplois. Le commerce constitue aussi un secteur très dynamique de l'économie régionale. Un environnement économique local peu clément et une et une gestion non rationnelle des ressources naturelles fortement dégradées sont les fondements du basculement des ménages vers la pauvreté. La baisse des revenus, les difficultés d'accès au crédit et la faiblesse de la couverture des services sociaux de base sont les principales manifestations de la pauvreté dans la région. Diourbel présente un taux de pauvreté de 65,3% (ESAM I). Le taux de contribution de la région à la pauvreté du pays est de l'ordre de 12,5% en 2001.

il est important de savoir que la ville dispose de beaucoup d'infrastructures et équipements qui couvrent presque tous les domaines. Ces infrastructures qui se développent au rythme de la croissance de la ville, confèrent à celle-ci un cachet spécial qui fait d'elle une ville unique au Sénégal.

##### 3.1.2 Commission des marchés

La Commission des Marchés (CM) de la Commune de Diourbel, compétente pour les opérations de passation des marchés, a été instituée par arrêté N° 0015/2013/CDL/CAB du 30 avril 2013 comme stipulé dans l'arrêté N° 12 786 du 26 décembre 2012 du MEF pris en application des dispositions de l'article 36-1 du décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant CMP et relatif aux Commissions des Marchés.

##### 3.1.3 Cellule de Passation des Marchés

La Cellule de Passation des Marchés a été instituée le 11 janvier 2013 en application de l'arrêté N° 12 783 du 26 décembre 2012 du MEF pris en application des dispositions de l'article 35 du décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant CMP.

### **3.1.4 Production des rapports trimestriels et du rapport annuel**

La Cellule de Passation des Marchés n'a pas préparé son rapport annuel pour se conformer aux dispositions de l'article 143 du CMP et ne l'a a fortiori pas transmis à la DCMP et à l'ARMP. Le rapport annuel doit être préparé et bien structuré avec un chapitre introductif décrivant le cadre dans lequel les opérations de passation de marchés ont été exécutées, les structures mises en place par l'autorité contractante, les actions de renforcement des capacités des acteurs, un corps de rapport donnant des indications précises sur la nature et les volumes d'opérations traitées, le taux de réalisation au regard des prévisions du PPM, les difficultés rencontrées, les solutions apportées, la gestion des interactions avec la DCMP, l'ARMP, les candidats (demandes d'informations, recours gracieux, recours au niveau du CRD, recours contentieux à la Cour Suprême), les problèmes rencontrés dans le suivi de l'exécution des marchés, les solutions apportées, les mises en demeure formulées, les résiliations prononcées, les préconisations pour l'amélioration des processus internes ... Il s'agit pour la Cellule de Passation des Marchés d'élaborer un véritable rapport d'activités plutôt que de se limiter à livrer des statistiques de marchés qui présentent certes un intérêt pour la DCMP dans sa mission de consolidation des données mais n'apporte pas une véritable valeur ajoutée pour la Personne Responsable des Marchés de l'Autorité Contractante pour qui ce rapport doit constituer un véritable outil de gestion des marchés.

### **3.1.5 Documents de programmation de la présentation des marchés**

#### **3.1.5.1 Plan de Passation des Marchés**

Le Plan de Passation des Marchés a été établi et transmis à la DCMP conformément aux dispositions de l'article 6 du CMP.

#### **3.1.5.2 Avis Général de Passation des Marchés**

Le support de publication de l'AGPM ne nous a pas été transmis. Cette publication est une exigence du CMP à laquelle l'Autorité Contractante doit se conformer pour s'acquitter de son obligation d'information des potentiels soumissionnaires.

### **3.1.6 Archivage des dossiers**

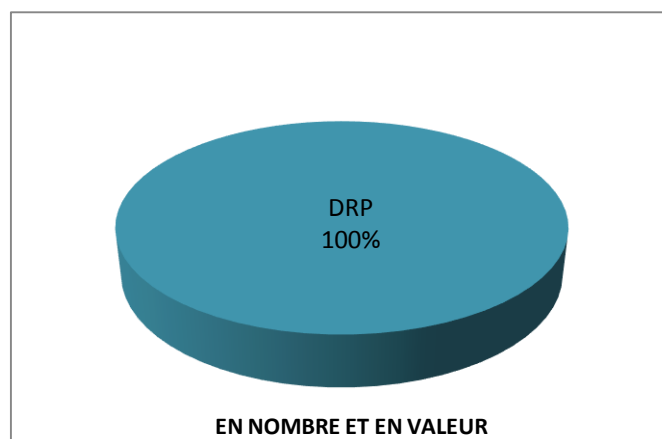
Nous avons noté des déficiences dans le classement et l'archivage des pièces de marché. Les dossiers qui nous ont été transmis ne comportaient pas les cahiers des charges, et plusieurs autres pièces mentionnées dans les fiches individuelles de revue des marchés. Nous rappelons que le bon archivage des dossiers de marchés est fondamental dans la mesure où il permet à l'autorité contractante de rendre compte de sa gestion. Des instructions ont été élaborées par l'ARMP dont la mise en œuvre permettra à l'Autorité Contractante d'assurer elle-même un autocontrôle de la correcte mise en œuvre des différentes phases de la passation des marchés.

### 3.2 Constats spécifiques aux marchés examinés

#### 3.2.1 Échantillon

**Tableau récapitulatif des marchés présentés et revus par mode de passation**

Modes de passation de marchés	Typologie des marchés présentés		Typologie des marchés revus		Taux de couverture %	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'offres ouvert (AOO) > Seuil DCMP	-	-	-	-	-	-
Appel d'offres ouvert (AOO) < Seuil DCMP	-	-	-	-	-	-
Appel d'offres restreint (AOR)	-	-	-	-	-	-
Demande de Proposition (DP)	-	-	-	-	-	-
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	10	116 809 904	8	101 817 844	80,00%	87,17%
Entente directe (ED)	-	-	-	-	-	-
Avenant	-	-	-	-	-	-
Demande de Cotation (DC)	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>10</b>	<b>116 809 904</b>	<b>8</b>	<b>101 817 844</b>	<b>80,00%</b>	<b>87,17%</b>



**CARTOGRAPHIE DES MARCHES PRESENTES ET COUVERTS PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR**

### 3.2.2 Rappel des seuils de passation des marchés applicables à la Commune de Diourbel

Les seuils de passation, de contrôle préalable et d'approbation des marchés de la Commune de Diourbel sont résumés dans les tableaux récapitulatifs ci – après :

**TABLEAU DE SYNTHESE DES SEUILS APPLICABLES A LA COMMUNE DE DIOURBEL EN VERTU DE L'ARTICLE 53 DU CODE DES MARCHES PUBLICS, DES ARRETES 12 785, 12 790 ET 12 791 DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES EN APPLICATION DES ARTICLES 140, 113 ET 114 DU CODE DES MARCHES PUBLICS**

Type de marchés	Seuils de passation par Appel d'Offres	Seuil de contrôle DCMP			Garantie de soumission	Garantie de bonne exécution
		Dossier d'Appel à la Concurrence	Rapport d'évaluation et Procès-verbal d'attribution	Examen juridique et technique du Projet de Contrat		
	Article 53	Arrêté 12 785 pris en application de l'article 140.a	Arrêté 12 782 pris en application de l'art 140.b	Arrêté 12 782 en application de l'article 140.c	Arrêté 12 790 en application de l'article 113	Arrêté 12 791 en application de l'article 114
Travaux	25	250	100	800	≥60	≥35
Fournitures et services	15	150	40	400	≥30	≥25
Prestations Intellectuelles	25	150	40	350	NA	≥35

### 3.2.3 Marchés conclus par DRP

<b>DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX SELECTION D'UN PRESTATAIRE POUR LA REALISATION DES TRAVAUX D'ECLAIRAGE DE LA GARE ROUTIERE DE DIOURBEL</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	Non communiquée
<b>Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	05 mars 2013
<b>Délai de préparation des offres</b>	-
<b>Date d'attribution</b>	05 mars 2013
<b>Fournisseurs consultés</b>	Liste non disponible
<b>Nombre d'offres reçues</b>	05 : - EBS - Les SERVICES LAMP - WAB+ - BAOL PROMOTION - SUB
<b>Attributaire</b>	WAB +
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	19.439.512
<b>Non conformités</b>	<p>De nombreuses déficiences ont été notées dans le classement et l'archivage des pièces de ce marché. Le dossier mis à notre disposition ne comprend pas les lettres d'invitation adressées aux soumissionnaires, ni le placard qui aurait été affiché dans le hall de la mairie.</p> <p>Les justificatifs de la transmission des lettres d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres ne figurent pas non plus dans le dossier de marché. Cette information des candidats évincés, formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation est une exigence de transparence qui marque aussi le point de départ du délai de recours des candidats contre l'attribution.</p> <p>L'Autorité Contractante ne s'est pas conformée à son obligation de communiquer, après attribution du marché, à la DCMP la liste des candidats consultés, le nom de l'attributaire ainsi que la nature et le montant du marché. La transmission de ces informations à la DCMP est une exigence de l'article 78-3-b) du CMP auquel il faut se conformer.</p> <p>L'examen des offres des soumissionnaires (WAB+, EBS, BAOL PROMOTION, LES SERVICES LAPM, SUB) a permis d'identifier de nombreuses similitudes laissant entrevoir une collusion entre les soumissionnaires en violation du principe de</p>

	<p>transparence des procédures. Au-delà de la présentation quasi-identique des offres, nous avons relevé la commission des mêmes erreurs et des mêmes fautes d'orthographe aux mêmes endroits. Il s'y ajoute que la longueur des poteaux spécifiée dans le cadre de devis quantitatif estimatif (12 mètres) est différente de celle proposée par tous les soumissionnaires (9 mètres). Au cas où cette différence résulterait d'une modification du Dossier d'Appel à la Concurrence, un rectificatif aurait dû être formellement établi et transmis aux candidats figurant sur la liste restreinte dans les mêmes formes que celle de l'invitation à soumissionner.</p> <p>Les déficiences notées ci-avant dans le classement et l'archivage des pièces de marché ont également été relevées lors du contrôle de l'exécution du marché, le dossier ne comprenant ni contrat, ni bon de commande ; les pièces de règlement non plus ne sont pas classées dans ledit dossier de marché.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Veiller à l'archivage exhaustif des pièces de marché.</p> <p>Veiller à l'information effective et formelle des candidats évincés au terme de la procédure d'attribution.</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 78-3-b) du Code des Marchés Publics.</p> <p>Bannir la collusion et veiller à la transparence des procédures de DRP.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

<b>DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX SELECTION D'UN PRESTATAIRE POUR LA FOURNITURE DE MOBILIER DE BUREAU POUR L'ETAT CIVIL (F.C 2013) Financement : Fonds de concours (F.C) : 2013</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	Non communiquée La DRP n'est pas classée au dossier.
<b>Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	04 octobre 2013
<b>Délai de préparation des offres</b>	-
<b>Date d'attribution</b>	07 octobre 2013 Le PV d'attribution est signé par les mêmes membres que ci-dessous présents à l'ouverture des plis.
<b>Fournisseurs consultés</b>	-
<b>Nombre d'offres reçues</b>	Le PV d'ouverture des plis indique: - E.S.T, WAB+, ENTREPRISE SALOUM TABAKH ET FOURNITURES
<b>Attributaire</b>	<b>SALOUM TABAKH ET FOURNITURES</b>
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	<b>3 152 500</b>
<b>Non conformités</b>	<p>Les lettres d'invitation à soumissionner et le cahier des charges ne sont pas classés dans le dossier de marché mis à notre disposition. Au regard du montant du marché, la saisine des candidats doit être faite par écrit conformément aux dispositions de l'article 78-2 du CMP.</p> <p>Les candidats non retenus n'ont pas été informés du rejet de leurs offres, en violation de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP.</p> <p>Ni le contrat, ni le bon de commande n'ont été classés dans le dossier mis à notre disposition confirmant les déficiences déjà notées ci-avant dans le classement des pièces de marché.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Se conformer aux dispositions de l'article 78-2 du CMP.</p> <p>Veiller à l'archivage exhaustif des pièces de marché.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	



<b>SELECTION D'UN PRESTATAIRE POUR LA CONSTRUCTION DE BUREAUX AUX SERVICES TECHNIQUES DE LA COMMUNE DE DIOURBEL</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	08 juillet 2013 La présente DRP est relative à la relance du marché dont l'ouverture initiale des plis était prévue en date du 03 juin 2013.
<b>Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	25 juillet 2013 La première lettre d'invitation (non datée) avait fixé la date de dépôt et d'ouverture de plis, le 03 juin 2013 à 10h 00 mn La convocation des membres de la commission de passation des marchés à l'ouverture de cette séance prévue le 03 juin 2013, n'est pas datée.
<b>Délai de préparation des offres</b>	18 jours
<b>Date d'attribution</b>	26 juillet 2013
<b>Fournisseurs consultés</b>	Le dossier ne contient ni les copies des lettres d'invitation envoyées aux soumissionnaires, ni un support de publication par affichage ou par insertion dans un journal.
<b>Nombre d'offres reçues</b>	03 Le renseignement sur le nombre d'offres reçues nous est fourni par le PV d'ouverture des plis. Il s'agit de celles des entreprises suivantes : - DIOM EGCFP - SALOUM TABAKH - JAZAKA
<b>Attributaire</b>	<b>ENTREPRISE SALOUM TABAKH ET FOURNITURES</b>
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	<b>8 438 370</b>
<b>Non conformités</b>	<p>Les lettres d'invitation et le rapport d'évaluation n'ont pas été classés dans le dossier.</p> <p>En dehors de l'Entreprise SALOUM TABAKH, toutes les autres entreprises qui avaient soumissionné dans le cadre de la première DRP lancée initialement, ne sont pas présentes au moment de sa relance. Cela laisse supposer que la deuxième demande de renseignements et de prix, n'a pas été déroulée dans le respect strict des principes de transparence et d'égalité de traitement des candidats. Il convient de noter d'ailleurs, que l'argument d'éligibilité des candidats, invoqué lors de la première évaluation des offres en date du 03 juin 2013, pour justifier la relance de la procédure, n'est pas conforme aux dispositions du CMP, notamment à son article 44 qui prévoit que les documents prévus à ses alinéas (a) à (f) et éventuellement (h) à (i), non fournis ou incomplets, sont</p>

	<p>exigibles dans un délai au plus égal à celui imparti à l'Autorité contractante pour prononcer l'attribution provisoire. Par conséquent, rien ne peut justifier que les entreprises autres que Saloum Tabakh, pour des raisons liées à l'absence de pièces administratives qu'elles avaient bien le temps de pouvoir compléter, n'aient pas été invitées à la relance, d'autant plus qu'aucun changement n'a été noté dans la consistance du cahier des charges. Cela laisse simplement penser que l'information relative à la procédure de relance ait été biaisée au profit d'entreprises que l'Autorité contractante a voulu simplement favoriser.</p> <p>En outre, l'analyse des offres proposées par les soumissionnaires dans le cadre de la procédure initiale, nous a permis de noter, une fois de plus, un cas de collusion qui apparaît de manière flagrante au niveau des offres des trois entreprises : Saloum Tabakh, GIE NDAJE ENTREPRISE AMINE et GIE MAME CHEIKH ANTA MBACKE. A l'instar de la DRP revue ci-haut, ces offres sont caractérisées par les mêmes erreurs de forme et d'orthographe.</p> <p>En ce qui concerne la DRP de relance, la même analyse des offres conduit au même constat de collusion au niveau des offres des entreprises JASAKA, SALOUM TABAKH et DIOM E.G.C.F.P. Mais l'approfondissement de l'analyse des offres incriminées, par leur comparaison au devis descriptif et quantitatif de la DRP, fait apparaître de parfaites similitudes qui ne sauraient relever du hasard. Les mêmes erreurs de la DRP sont reprises textuellement au niveau de toutes les trois offres (Excédent de délais à évacuer à la charge publique, treuillis, ...).</p> <p>Une telle situation ressemble bien à une simulation de transparence d'une procédure caractérisée par beaucoup d'insuffisances. En effet, il est suspicieux de voir, qu'entre la première procédure et sa relance, l'offre de la Société SALOUM TABAKH, qui est par hasard la seule société à avoir soumissionné pour les deux procédures, ait pu passer de 9.497.206 F CFA à 8.438.370 F CFA. Mais en plus, la Société SALOUM TABAKH semble être privilégiée en raison de la fréquence flagrante avec laquelle elle soumissionne à tous les types de marché.</p> <p>Les candidats non retenus n'ont pas été informés du rejet de leurs offres, contrairement aux dispositions de l'article 78.2 et de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP.</p> <p>La publication sur le site des marchés publics de l'attribution du marché n'est pas faite en application des dispositions de l'article 78.3.(b) du Codes des marchés publics.</p>
--	--

<b>Recommandations</b>	<p>Se conformer aux dispositions de l'article 78-3 b) du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics.</p> <p>Bannir la collusion et veiller à la transparence des procédures de DRP.</p> <p>Veiller au classement et à l'archivage exhaustif des pièces de marché.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

<b>DRP</b> <b>ACQUISITION DE FOURNITURES SCOLAIRES POUR L'INSPECTION</b> <b>DEPARTEMENTAL DE L'EDUCATION NATIONALE (IDEN)</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	Lettres non classées au dossier
<b>Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	04 octobre 2013
<b>Délai de préparation des offres</b>	-
<b>Date d'évaluation et d'attribution</b>	07 octobre 2013
<b>Fournisseurs consultés</b>	-
<b>Nombre d'offres reçues</b>	05 : ETS MAGAL DE TOUBA - ENTREPRISE KEUR SERIGNE FALLOU -ENTREPRISE SIDY TANDINE - WAB + - SALOUM TABAKH ET FOURNITURES -GIE SOKHNA FATY DIAKHATE Renseignements fournis par le PV d'ouverture des plis du 04 octobre 2013
<b>Attributaire</b>	WAB+
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	7.767.350
<b>Non conformités</b>	<p>Les lettres d'invitation n'ont pas été classées dans le dossier.</p> <p>Le rapport d'évaluation s'est limité à un contrôle de la recevabilité des offres. Les offres n'ont été comparées que par rapport aux pièces administratives et aux prix proposés. Cette méthode d'évaluation est trop limitative et n'est pas conforme à l'efficacité recherchée dans les marchés publics et ne permet pas d'avoir le niveau optimum de satisfaction des besoins visés.</p> <p>En l'absence de spécifications précises sur les fournitures à livrer, le rejet des offres des entreprises Ets KEUR SERIGNE FALLOU et GIE ENTREPRISE SOKHNA FATY DIAKHATE, qui ont proposé respectivement 5.307.500 F CFA et 5.475.000 FCFA, pour des pièces à compléter au regard de l'article 44 du CMP, ne se justifie pas.</p> <p>A la constance notée dans leur participation aux différentes procédures de passation des marchés de la Commune, s'ajoute le fait de voir les entreprises WAB+ et SALOUM TABACK, être attributaires et ce, presque à tour de rôle, de la totalité des marchés passés. Ce constat récurrent, doit être corrigé de</p>

	<p>manière à garantir la crédibilité exigée par le Code des Marchés publics dont les principes fondamentaux reposent sur la transparence et l'égalité de traitement des candidats. Mais il est surtout à déplorer que cette pratique tout à fait sujette à suspicion, ne garantit pas les économies budgétaires visées à travers l'institution de ce code.</p> <p>Les candidats non retenus n'ont pas été informés du rejet de leurs offres, contrairement aux dispositions de l'article 78.2 et de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP.</p> <p>La carence documentaire liée au non classement des documents de passation des marchés ne permet pas une bonne traçabilité de la procédure indispensable à une revue correcte.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Veiller au respect du principe de transparence tel édicté par le CMP dans les procédures de DRP.</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 78.2 et de la circulaire 004 du PM sur l'information des candidats non retenus.</p> <p>L'importance de la carence documentaire qui caractérise le présent dossier, interpelle les animateurs de la Cellule de Passation des Marchés qui doivent s'approprier du document édité par l'ARMP et relatif aux procédures de classement et d'archivage des documents de passation des marchés, indispensables à une revue a posteriori correcte.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

<b>DRP</b> <b>EXTENSION RESEAU ELECTRIQUE BT</b>	
<b>Date des lettres d'invitation</b>	-
<b>Date de dépôt des offres</b>	-
<b>Délai de préparation des offres</b>	-
<b>Date d'attribution</b>	19 décembre 2013
<b>Date des lettres de notification d'attribution et d'information aux candidats non retenus</b>	-
<b>Date de souscription du contrat</b>	-
<b>Date d'approbation du contrat</b>	-
<b>Date de notification</b>	-
<b>Date d'enregistrement du contrat</b>	-
<b>Délai d'exécution</b>	90 jours
<b>Fournisseurs consultés</b>	
<b>Nombre d'offres reçues</b>	Trois (03) : ENTREPRISE KEUR KHADIM ; WAB + ; FAYE EGEN
<b>Attributaire</b>	<b>WAB +</b>
<b>Montant F CFA</b>	<b>14 053 000</b>
<b>Non conformités</b>	Les lettres d'invitation des candidats, les lettres d'information des candidats non retenus, les offres des candidats WAB + et BAOL PROMOTION, le contrat et les justificatifs de règlement ne sont pas dans le dossier.
<b>Recommandations</b>	L'importance de la carence documentaire qui caractérise le présent dossier, interpelle les animateurs de la Cellule de Passation des Marchés qui doivent s'approprier du document édité par l'ARMP et relatif aux procédures de classement et d'archivage des documents de passation des marchés , indispensables à une revue a posteriori correcte.
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

<b>DRP</b> <b>CONSOMMABLES ELECTRIQUES</b>	
<b>Date des lettres d'invitation</b>	1 <sup>er</sup> février 2013
<b>Date de dépôt des offres</b>	19 février 2013 à 10 heures
<b>Délai de préparation des offres</b>	17 jours
<b>Date d'attribution</b>	20 février 2013
<b>Date des lettres de notification d'attribution et d'information aux candidats non retenus</b>	-
<b>Date de souscription du contrat</b>	-
<b>Date d'approbation du contrat</b>	-
<b>Date de notification</b>	-
<b>Date d'enregistrement du contrat</b>	-
<b>Délai d'exécution</b>	03 mois
<b>Fournisseurs consultés</b>	
<b>Nombre d'offres reçues</b>	Cinq (05) ENTREPRISE MAME ABDOU AZIZ ; ETS BANDAR PRESTA ; GIE DIAPPO ; LES SERVICES LAMP ; Alliance Diop Keur Khadim
<b>Attributaire</b>	<b>GIE DIAPPO</b>
<b>Montant F CFA</b>	<b>13 412 500</b>
<b>Non conformités</b>	<p>Les déficiences déjà mentionnées ci-avant dans la tenue des dossiers de marché sont encore notées dans le présent dossier qui ne comprend ni lettres d'invitation à soumissionner, ni lettres d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres (article 78-2 du CMP), ni documents de réception et pièces de règlement.</p> <p>L'examen des offres présentées par les soumissionnaires a permis de constater qu'elles ne sont pas exhaustives au regard du cadre de devis quantitatif classé dans le dossier de marché. En effet, aucun des soumissionnaires n'a inclus dans son offre deux (2) tableaux compteurs et huit (8) connecteurs CT 70. Nonobstant ce constat, la Commission des Marchés a poursuivi l'évaluation et la comparaison des offres, ce qui laisse supposer qu'elle a considéré les omissions comme non substantielles et n'altérant pas la consistance desdites offres.</p> <p>Nous avons aussi noté que tous les candidats ont proposé dans leurs offres respectives une quantité de 25 mètres de câbles pré assemblés en lieu et place des 15 mètres mentionnés dans le cadre de devis quantitatif établi par l'Autorité Contractante. Au cas où ces différences résulteraient d'une modification du Dossier d'Appel à la Concurrence, un rectificatif aurait dû être formellement établi et transmis aux</p>

	<p>candidats figurant sur la liste restreinte dans les mêmes formes que la transmission de l'invitation à soumissionner.</p> <p>Nous avons noté qu'après l'attribution du marché, l'autorité contractante ne s'est pas conformée aux dispositions de l'article 78-3 b) du CMP qui recommande la communication à la DCMP des informations requises pour publication de l'attribution sur le site des marchés publics. Il s'agit d'une exigence à laquelle il convient de se conformer.</p> <p>Nous avons noté que l'ordre de service de démarrage des travaux a été adressé à l'entreprise FAYE EGEN en lieu et place du GIE DIAPO qui a été désigné attributaire au terme de l'évaluation.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Veiller au classement et à l'archivage exhaustif des pièces de marché.</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 78 du Code des Marchés Publics.</p> <p>Veiller à la formalisation de toute modification apportée au contenu du dossier d'appel à la concurrence.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	



<b>DRP</b> <b>EXTENSION DU RESEAU ELECTRIQUE EN MT ET CONSTRUCTION</b> <b>D'UN POSTE H61 DE 160 KVA DANS LA COMMUNE DE DIOURBEL</b>	
<b>Date des lettres d'invitation</b>	-
<b>Date de dépôt des offres</b>	17 juillet 2013
<b>Délai de préparation des offres</b>	-
<b>Date d'attribution</b>	19 décembre 2013
<b>Date des lettres de notification d'attribution et d'information aux candidats non retenus</b>	-
<b>Date de souscription du contrat</b>	-
<b>Date d'approbation du contrat</b>	-
<b>Date de notification</b>	-
<b>Date d'enregistrement du contrat</b>	11 décembre 2013
<b>Délai d'exécution</b>	02 mois
<b>Fournisseurs consultés</b>	
<b>Nombre d'offres reçues</b>	Quatre (04) ETABLISSEMENT KEUR KHADIM ; WAB + ; FAYE EGEN ; LES SERVICES LAMP
<b>Attributaire</b>	<b>WAB +</b>
<b>Montant F CFA</b>	<b>19 938 600</b>
<b>Non conformités</b>	<p>Les déficiences déjà mentionnées ci-avant dans la tenue des dossiers de marché sont encore notées dans le présent dossier qui ne comprend ni lettres d'invitation à soumissionner, ni lettres d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres (article 78-2 du CMP), ni contrat, ni pièces de règlement.</p> <p>L'offre de BAOL PROMOTION n'est pas non plus classée dans le dossier de marché mis à notre disposition.</p> <p>L'examen du contenu des offres des quatre autres soumissionnaires (WAB+, Ets KEUR KHADIM, LES SERVICES LAMP, FAYE EGEN) a permis d'identifier de nombreuses similitudes laissant entrevoir une collusion entre les soumissionnaires en violation du principe de transparence des procédures.</p> <p>Nous avons noté qu'après l'attribution du marché, l'autorité contractante ne s'est pas conformée aux dispositions de l'article 78-3 b) du CMP qui recommandent la communication à la DCMP des informations requises pour publication de l'attribution sur le site des marchés publics. Il s'agit d'une exigence à laquelle il convient de se conformer.</p>

	Nous avons également constaté que la date d'enregistrement du contrat (11 décembre 2013) est antérieure à celle de l'attribution du marché (19 décembre 2013). Il n'est pas possible qu'un marché soit signé et enregistré aux impôts alors qu'il n'a pas encore été attribué.
<b>Recommandations</b>	<p>Veiller au classement et à l'archivage exhaustif des pièces de marché.</p> <p>Veiller au respect du principe de transparence tel édicté par le CMP dans les procédures de DRP.</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 78.3.b) du CMP.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

<b>DRP</b> <b>FOURNITURE D'EQUIPEMENTS SCOLAIRES</b>	
<b>Date des lettres d'invitation</b>	04 décembre 2013
<b>Date de dépôt des offres</b>	19 décembre 2013
<b>Délai de préparation des offres</b>	14 jours
<b>Date d'attribution</b>	19 décembre 2013
<b>Date des lettres de notification d'attribution et d'information aux candidats non retenus</b>	-
<b>Date de souscription du contrat</b>	-
<b>Date d'approbation du contrat</b>	-
<b>Date de notification</b>	-
<b>Date d'enregistrement du contrat</b>	-
<b>Délai d'exécution</b>	120 jours
<b>Fournisseurs consultés</b>	-
<b>Nombre d'offres reçues</b>	Quatre (04) GIE TAKKU LIGUEYE ; GIE DIAPPO ; GIE BARAKATU ; GIE TOUBA SENE
<b>Attributaire</b>	<b>GIE DIAPPO</b>
<b>Montant F CFA</b>	<b>3 735 000</b>
<b>Non conformités</b>	<p>Les déficiences déjà mentionnées ci-avant dans la tenue des dossiers de marché sont encore notées dans le présent dossier qui ne comprend ni lettres d'invitation à soumissionner, ni lettres d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres (article 78-2 du CMP), ni contrat, ni pièces de règlement.</p> <p>L'offre du GIE SERIGNE TOUBA SENE n'est pas non plus classée dans le dossier de marché.</p>
<b>Recommandations</b>	Veiller au classement et à l'archivage exhaustif des pièces de marché.
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

### 3.3 Constats relatifs à l'exécution financière

<b>SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE</b>
RAS
<b>SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION FINANCIERE</b>
RAS

### 3.4 Constats relatifs à l'audit physique (matérialité, exécution physique)

#### 3.4.1 Sélection

#### 3.4.2 Travaux effectués

#### 3.4.3 Résultats

<b>SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE</b>
NON EFFECTUEE
<b>SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION PHYSIQUE</b>
NON EFFECTUEE

**SECTION 4**  
**SYNTHESE DES NONS CONFORMITES ET RECOMMANDATIONS**

#### **4.1 TABLEAU DE SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS SUR LA PASSATION DES MARCHES**

##### **SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES**

###### **DRP REALISATION DE TRAVAUX D'ECLAIRAGE DE LA GARE ROUTIERE DE DIOURBEL ATTRIBUEE A WAB + POUR 19 439 512 FCFA**

De nombreuses déficiences ont été notées dans le classement et l'archivage des pièces de ce marché. Le dossier mis à notre disposition ne comprend pas les lettres d'invitation adressées aux soumissionnaires, ni le placard qui aurait été affiché dans le hall de la mairie.

Les justificatifs de la transmission des lettres d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres ne figurent pas non plus dans le dossier de marché. Cette information des candidats évincés, formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation est une exigence de transparence qui marque aussi le point de départ du délai de recours des candidats contre l'attribution.

L'Autorité Contractante ne s'est pas conformée à son obligation de communiquer, après attribution du marché, à la DCMP la liste des candidats consultés, le nom de l'attributaire ainsi que la nature et le montant du marché. La transmission de ces informations à la DCMP est une exigence de l'article 78-3-b) du CMP auquel il faut se conformer.

L'examen des offres des soumissionnaires (WAB+, EBS, BAOL PROMOTION, LES SERVICES LAPM, SUB) a permis d'identifier de nombreuses similitudes laissant entrevoir une collusion entre les soumissionnaires en violation du principe de transparence des procédures. Au-delà de la présentation quasi-identique des offres, nous avons relevé la commission des mêmes erreurs et des mêmes fautes d'orthographe aux mêmes endroits. Il s'y ajoute que la longueur des poteaux spécifiée dans le cadre de devis quantitatif estimatif (12 mètres) est différente de celle proposée par tous les soumissionnaires (9 mètres). Au cas où cette différence résulterait d'une modification du Dossier d'Appel à la Concurrence, un rectificatif aurait dû être formellement établi et transmis aux candidats figurant sur la liste restreinte dans les mêmes formes que celle de l'invitation à soumissionner.

Les déficiences notées ci-avant dans le classement et l'archivage des pièces de marché a également été relevé lors du contrôle de l'exécution du marché, le dossier ne comprenant ni contrat, ni bon de commande ; les pièces de règlement non plus ne sont pas classées dans ledit dossier de marché.

###### **DRP FOURNITURE DE MOBILIER DE BUREAU POUR L'ETAT CIVIL ATTRIBUEE A SALOUM TABAKH ET FOURNITURES POUR 3 152 500 FCFA**

Les lettres d'invitation à soumissionner et le cahier des charges ne sont pas classés dans le dossier de marché mis à notre disposition. Au regard

du montant du marché, la saisine des candidats doit être faite par écrit conformément aux dispositions de l'article 78-2 du CMP.

Les candidats non retenus n'ont pas été informés du rejet de leurs offres, en violation de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP.

Ni le contrat, ni le bon de commande n'ont été classés dans le dossier mis à notre disposition confirmant les déficiences déjà notées ci-avant dans le classement des pièces de marché.

### **DRP CONSTRUCTION DE BUREAUX AUX SERVICES TECHNIQUES DE LA COMMUNE DE DIOURBEL ATTRIBUEE A SALOUM TABAKH ET FOURNITURES POUR 8 438 370 FCFA**

Les lettres d'invitation et le rapport d'évaluation n'ont pas été classés dans le dossier.

En dehors de l'Entreprise SALOUM TABAKH, toutes les autres entreprises qui avaient soumissionné dans le cadre de la première DRP lancée initialement, ne sont pas présentes au moment de sa relance. Cela laisse supposer que la deuxième demande de renseignements et de prix, n'a pas été déroulée dans le respect strict des principes de transparence et d'égalité de traitement des candidats. Il convient de noter d'ailleurs, que l'argument d'éligibilité des candidats, invoqué lors de la première évaluation des offres en date du 03 juin 2013, pour justifier la relance de la procédure, n'est pas conforme aux dispositions du CMP, notamment à son article 44 qui prévoit que les documents prévus à ses alinéas (a) à (f) et éventuellement (h) à (i), non fournis ou incomplets, sont exigibles dans un délai au plus égal à celui imparti à l'Autorité contractante pour prononcer l'attribution provisoire. Par conséquent, rien ne peut justifier que les entreprises autres que Saloum Tabakh, pour des raisons liées à l'absence de pièces administratives qu'elles avaient bien le temps de pouvoir compléter, n'aient pas été invitées à la relance, d'autant plus qu'aucun changement n'a été noté dans la consistance du cahier des charges. Cela laisse simplement penser que l'information relative à la procédure de relance ait été biaisée au profit d'entreprises que l'Autorité contractante a voulu simplement favoriser.

En outre, l'analyse des offres proposées par les soumissionnaires dans le cadre de la procédure initiale, nous a permis de noter, une fois de plus, un cas de collusion qui apparaît de manière flagrante au niveau des offres des trois entreprises : Saloum Tabakh, GIE NDAJE ENTREPRISE AMINE et GIE MAME CHEIKH ANTA MBACKE. A l'instar de la DRP revue ci-haut, ces offres sont caractérisées par les mêmes erreurs de forme et d'orthographe.

En ce qui concerne la DRP de relance, la même analyse des offres conduit au même constat de collusion au niveau des offres des entreprises JASAKA, SALOUM TABAKH et DIOM E.G.C.F.P. Mais l'approfondissement de l'analyse des offres incriminées, par leur comparaison au



devis descriptif et quantitatif de la DRP, fait apparaître de parfaites similitudes qui ne sauraient relever du hasard. Les mêmes erreurs de la DRP sont reprises textuellement au niveau de toutes les trois offres (Excédent de délais à évacuer à la charge publique, treuillis, ...).

Une telle situation ressemble bien à une simulation de transparence d'une procédure caractérisée par beaucoup d'insuffisances. En effet, il est suspicieux de voir, qu'entre la première procédure et sa relance, l'offre de la Société SALOUM TABAKH, qui est par hasard la seule société à avoir soumissionné pour les deux procédures, ait pu passer de 9.497.206 F CFA à 8.438.370 F CFA. Mais en plus, la Société SALOUM TABAKH semble être privilégiée en raison de la fréquence flagrante avec laquelle elle soumissionne à tous les types de marché.

Les candidats non retenus n'ont pas été informés du rejet de leurs offres, contrairement aux dispositions de l'article 78.2 et de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP.

La publication sur le site des marchés publics de l'attribution du marché n'est pas faite en application des dispositions de l'article 78.3.(b) du Codes des Marchés Publics.

#### **DRP ACQUISITION DE FOURNITURES SCOLAIRES POUR L'INSPECTION DEPARTEMENTALE DE L'EDUCATION NATIONALE (IDEN) ATTRIBUEE A WAB + POUR 7 767 350 FCFA**

Les lettres d'invitation n'ont pas été classées dans le dossier.

Le rapport d'évaluation s'est limité à un contrôle de la recevabilité des offres. Les offres n'ont été comparées que par rapport aux pièces administratives et aux prix proposés. Cette méthode d'évaluation est trop limitative et n'est pas conforme à l'efficacité recherchée dans les marchés publics et ne permet pas d'avoir le niveau optimum de satisfaction des besoins visés.

En l'absence de spécifications précises sur les fournitures à livrer, le rejet des offres des entreprises Ets KEUR SERIGNE FALLOU et GIE ENTREPRISE SOKHNA FATY DIAKHATE, qui ont proposé respectivement 5.307.500 F CFA et 5.475.000 FCFA, pour des pièces à compléter au regard de l'article 44 du CMP, ne se justifie pas.

A la constance notée dans leur participation aux différentes procédures de passation des marchés de la commune, s'ajoute le fait de voir les entreprises WAB+ et SALOUM TABACK, être attributaires et ce, presque à tour de rôle, de la totalité des marchés passés. Ce constat récurrent, doit être corrigé de manière à garantir la crédibilité exigée par le Code des Marchés publics dont les principes fondamentaux reposent sur la transparence et l'égalité de traitement des candidats. Mais il est surtout à déplorer que cette pratique tout à fait sujette à suspicion, ne garantit pas les économies budgétaires visées à travers l'institution de ce code.

Les candidats non retenus n'ont pas été informés du rejet de leurs offres, contrairement aux dispositions de l'article 78.2 et de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP.

La carence documentaire liée au non classement des documents de passation des marchés ne permet pas une bonne traçabilité de la procédure indispensable à une revue correcte.

#### **DRP EXTENSION RESEAU ELECTRIQUE BT ATTRIBUEE A WAB + POUR 14 053 000 FCFA**

Les lettres d'invitation des candidats, les lettres d'information des candidats non retenus, les offres des candidats WAB + et BAOL PROMOTION, le contrat et les justificatifs de règlement ne sont pas dans le dossier.

#### **DRP CONSOMMABLES ELECTRIQUES ATTRIBUEE AU GIE DIAPPO POUR 13 412 500 FCFA**

Les déficiences déjà mentionnées ci-avant dans la tenue des dossiers de marché sont encore notées dans le présent dossier qui ne comprend ni lettres d'invitation à soumissionner, ni lettres d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres (article 78-2 du CMP), ni documents de réception et pièces de règlement.

L'examen des offres présentées par les soumissionnaires a permis de constater qu'elles ne sont pas exhaustives au regard du cadre de devis quantitatif classé dans le dossier de marché. En effet, aucun des soumissionnaires n'a inclus dans son offre deux (2) tableaux compteurs et huit (8) connecteurs CT 70. Nonobstant ce constat, la Commission des Marchés a poursuivi l'évaluation et la comparaison des offres, ce qui laisse supposer qu'elle a considéré les omissions comme non substantielles et n'altérant pas la consistance desdites offres.

Nous avons aussi noté que tous les candidats ont proposé dans leurs offres respectives une quantité de 25 mètres de câbles pré assemblés en lieu et place des 15 mètres mentionnés dans le cadre de devis quantitatif établi par l'Autorité Contractante. Au cas où ces différences résulteraient d'une modification du Dossier d'Appel à la Concurrence, un rectificatif aurait dû être formellement établi et transmis aux candidats figurant sur la liste restreinte dans les mêmes formes que la transmission de l'invitation à soumissionner.

Nous avons noté qu'après l'attribution du marché, l'autorité contractante ne s'est pas conformée aux dispositions de l'article 78-3 b) du CMP qui recommande la communication à la DCMP des informations requises pour publication de l'attribution sur le site des marchés publics. Il s'agit d'une exigence à laquelle il convient de se conformer.

Nous avons noté que l'ordre de service de démarrage des travaux a été adressé à l'entreprise FAYE EGEN en lieu et place du GIE DIAPO qui a

été désigné attributaire au terme de l'évaluation.

### **DRP EXTENSION DU RESEAU ELECTRIQUE EN MT ET CONSTRUCTION D'UN POSTE H61 DE 16 KVA DANS LA COMMUNE DE DIOURBEL ATTRIBUEE A WAB + POUR 19 938 600 FCFA**

Les déficiences déjà mentionnées ci-avant dans la tenue des dossiers de marché sont encore notées dans le présent dossier qui ne comprend ni lettres d'invitation à soumissionner, ni lettres d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres (article 78-2 du CMP), ni contrat, ni pièces de règlement.

L'offre de BAOL PROMOTION n'est pas non plus classée dans le dossier de marché mis à notre disposition.

L'examen du contenu des offres des quatre autres soumissionnaires (WAB+, Ets KEUR KHADIM, LES SERVICES LAMP, FAYE EGEN) a permis d'identifier de nombreuses similitudes laissant entrevoir une collusion entre les soumissionnaires en violation du principe de transparence des procédures.

Nous avons noté qu'après l'attribution du marché, l'autorité contractante ne s'est pas conformée aux dispositions de l'article 78-3 b) du CMP qui recommandent la communication à la DCMP des informations requises pour publication de l'attribution sur le site des marchés publics. Il s'agit d'une exigence à laquelle il convient de se conformer.

Nous avons également constaté que la date d'enregistrement du contrat (11 décembre 2013) est antérieure à celle de l'attribution du marché (19 décembre 2013). Il n'est pas possible qu'un marché soit signé et enregistré aux impôts alors qu'il n'a pas encore été attribué.

### **FOURNITURE D'EQUIPEMENTS SCOLAIRES ATTRIBUEE AU GIE DIAPPO POUR 3 735 000 FCFA**

Les déficiences déjà mentionnées ci-avant dans la tenue des dossiers de marché sont encore notées dans le présent dossier qui ne comprend ni lettres d'invitation à soumissionner, ni lettres d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres (article 78-2 du CMP), ni contrat, ni pièces de règlement.

L'offre du GIE SERIGNE TOUBA SENE n'est pas non plus classée dans le dossier de marché.

### **SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR LA PASSATION DES MARCHES**

Veiller à l'information effective et formelle des candidats évincés au terme de la procédure d'attribution.

Se conformer aux dispositions de l'article 78-3 b) du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics.

Bannir la collusion et veiller à la transparence des procédures de DRP.

Veiller à la formalisation de toute modification apportée au contenu du dossier d'appel à la concurrence.

Se conformer aux dispositions de l'article 78.2 et de la circulaire 004 du PM sur l'information des candidats non retenus.

L'importance de la carence documentaire qui caractérise le présent dossier, interpelle les animateurs de la Cellule de Passation des Marchés qui doivent s'approprier du document édité par l'ARMP et relatif aux procédures de classement et d'archivage des documents de passation des marchés , indispensables à une revue a posteriori correcte.

**SECTION 5**  
**SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES**

Rappel des recommandations	Actions entreprises par l'ANAMO	Evaluation des actions entreprises	Plan d'action suggéré	Commentaires de l'autorité Contractante
<b>DISPOSITIF ORGANISATIONNEL</b>				
Production de rapports trimestriels par les membres de la CPM conformément aux dispositions de l'arrêté N° 012783 du 26 décembre 2012	Aucune	Recommandation non mise en œuvre.	Recommandation à reconduire	
Production du rapport annuel conformément aux dispositions de l'article 143 du décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant CMP	Aucune	Recommandation non mise en œuvre.	Recommandation à reconduire	
Les membres de la CPM et de la CM devraient suivre une formation en matière de procédure de passation et d'exécution des marchés publics.	Aucune	Recommandation non mise en œuvre.	Recommandation à reconduire	
Mise en place de la CM en début d'exercice et transmission des décisions (décision de la CM et celle de la Cellule) avant le 05 janvier de l'exercice concerné.	Les arrêtés de nomination de la CM et de la CPM ont été respectivement pris le 11 janvier et le 08 avril 2013 et les bordereaux de transmission n'ont pas été mis à notre disposition.	Recommandation non mise en œuvre.	Recommandation à reconduire	
Mise à disposition des auditeurs l'ensemble des documents demandés dans le cadre de l'audit des marchés publics	Aucune	Recommandation non mise en œuvre.	Recommandation à reconduire	
<b>DRP</b>				
Mention des noms de tous les candidats sur les lettres d'invitation, soit par ampliation ou par liste des prestataires jointe conformément à la	Les lettres d'invitation n'ont été classées pour aucune des DRP qui	Aucun moyen de vérification car les lettres d'invitation n'ont pas été	Recommandation à reconduire	

circulaire N° 004/PM/CMB/CP du 31 mars 2009 relative à la mise en œuvre de la procédure de DRP	nous ont été transmises.	mises à notre disposition.		
Information par écrit de tous les candidats non retenus, conformément à la circulaire N° 004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relative à la mise en œuvre de la procédure de DRP	Aucune	Recommandation non mise en œuvre.	Recommandation à reconduire	
Archivage des documents de paiements relatifs aux marchés	Aucune	Recommandation non mise en œuvre.	Recommandation à reconduire	

**SECTION 6**  
**STATISTIQUES DES ANOMALIES**



# **TABLEAU DE SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS**

Description	DRP	DRP	DRP	DRP
<b>Nature</b>	Réalisation de travaux d'éclairage de la gare routière de Diourbel	Fourniture de mobilier de bureau pour l'état civil	Construction de bureaux aux services techniques de la Commune de Diourbel	Acquisition de fournitures scolaires pour l'Inspection Départementale de l'IDEN
<b>Attributaires</b>	WAB +	Saloum Tabakh et Fournitures	Entreprise Saloum Tabakh et Fournitures	WAB +
<b>Montants en F CFA TTC</b>	19 439 512	3 152 500	8 438 370	7 767 350
Réurrence des mêmes entreprises consultées				✓
Non exhaustivité des documents de passation des marchés	✓	✓	✓	✓
Violation de la circulaire 004 du PM sur l'information des candidats non retenus		✓	✓	
Violation des articles 43 et 44 du CMP sur la transmission des pièces administratives			✓	✓
Violation de l'article 78.2 du CMP sur la sur l'information des candidats non retenus	✓	✓	✓	✓
Violation de l'article 78.3.b) sur la publication des DRP sur le site des marchés publics dès leur attribution	✓		✓	
Existence de similitudes entres les offres	✓		✓	

Description	DRP	DRP	DRP	DRP
<b>Nature</b>	Extension du réseau électrique BT	Consommables électriques	Extension du réseau électrique en MT et construction d'un poste H61de 16 KVA dans la Commune de Diourbel	Fourniture d'équipements scolaires
<b>Attributaires</b>	WAB +	GIE DIAPPO	WAB +	GIE DIAPPO
<b>Montants en F CFA TTC</b>	14 053 000	13 412 500	19 938 600	3 735 000
Récurrence des mêmes entreprises consultées				
Non exhaustivité des documents de passation des marchés	✓	✓	✓	✓
Violation de l'article 59 du CMP sur les critères d'évaluation des offres		✓		
Violation de l'article 78.3.b) sur la publication des DRP sur le site des marchés publics dès leur attribution		✓	✓	
Existence de similitudes entres les offres			✓	

## 7. ANNEXES

## **7.1 LETTRE DE TRANSMISSION DU RAPPORT PROVISOIRE**



Point E, Boulevard de l'Est Angle Rue de Kaolack BP 11 616 Dakar Tél : 221 33 825 13 16 / 221 33 825 62 59 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 25 juin 2015

**Monsieur le Maire**  
**de la Commune de DIOURBEL**

**Objet :** Transmission du Rapport Provisoire de la mission de Revue Indépendante de la conformité des procédures de passation des marchés des autorités contractantes au titre de la gestion 2013

**Monsieur le Maire,**

Nous vous prions de trouver ci – joint, pour examen et observations, la version provisoire du rapport de la mission en objet.

Nous vous saurions gré de bien nous faire parvenir vos commentaires et observations dans les quinze jours suivant réception de la présente pour nous permettre de finaliser le rapport.

Nous demeurons à votre disposition pour toute information complémentaire que vous pourriez souhaiter obtenir sur le contenu de ce projet de rapport et vous prions d'agréer, **Monsieur le Maire**, l'expression de notre parfaite considération.

**Ibra Guèye**  
**Directeur-Associé**



## **7.2 REPONSES DE LA COMMUNE DE DIOURBEL**

**PAS DE REPONSES DE L'AUTORITE CONTRACTANTE**